

Art. 2. Le cadre organique de la Société flamande de l'Environnement comprend :

1° la formation de départ ou le total des emplois des colonnes A et C. Les emplois figurant dans la colonne C sont des grades supprimés. Ils cessent d'exister lors du départ du titulaire. Les titulaires d'un emploi figurant dans la colonne C entrent en ligne de compte pour la promotion dans un emploi déclaré vacant de la colonne A ou B à la condition visée à sub 2, sans préjudice des autres conditions statutaires. Les droits d'avancement à un grade supérieur des titulaires d'un emploi de la colonne C sont également garantis dans cette colonne, si le grade d'avancement de l'emploi à supprimer que le titulaire de la colonne C pourrait revendiquer du chef de son grade, ne figure pas dans la colonne A ou B.

2° la formation cible ou le total des emplois des colonnes A et B. Les emplois figurant dans la colonne B ne deviennent vacants que dans la mesure où des emplois de la colonne C sont supprimés, de manière que le nombre d'emplois occupés de la colonne B ne peut jamais dépasser le nombre d'emplois supprimés de la colonne C. Les emplois vacants de la colonne B peuvent être conférés par recrutement ou par promotion.

Art. 3. Sous réserve de l'application des normes relatives à la programmation sociale lors de la détermination du rapport entre le nombre d'emplois de recrutement et d'emplois d'avancement dans une carrière déterminée, le rapport entre les autres grades repris en pool dans le cadre organique est fixé comme suit :

- niveau 1 : rang 12 : 7 % et rang 11 : 27 % des emplois dans le pool des rangs 10, 11, 12;
- niveau 2 : rang 25 : 20 % des emplois dans le pool des rangs 24 et 25.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 21 décembre 1990.

Art. 5. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
T. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

[S — 29357]

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1875

16 AVRIL 1991

Décret portant création de l'Agence et du Conseil scientifique et éthique de prévention du Sida pour la Communauté française

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — L'Agence de Prévention du Sida

Section Ire. — Création et missions

Article 1er. Il est institué, sous la dénomination « Agence de Prévention du Sida », un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé « l'Agence ».

L'Agence est classée dans la catégorie A visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics.

Art. 2. L'Agence est chargée, dans les conditions et les limites du présent décret, de la prévention du Sida et de la coordination de la lutte contre celui-ci.

Dans le cadre de cette mission, l'Agence doit éviter tout double emploi avec l'Administration de la Communauté française, travailler en liaison et en coordination avec celle-ci et structurer des liaisons avec toute initiative communautaire, nationale et internationale.

L'Agence peut notamment, soit d'initiative, soit à la demande de l'Exécutif ou du ministre qu'il délègue :

- a) entreprendre, organiser ou encourager des initiatives en matière de prévention du Sida;
- b) coordonner les initiatives de même nature;

Session 1990-1991

Documents du Conseil. — N° 177. - n° 1. — Projet de décret, n° 2. Rapport, n° 3. — Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 mars 1991.

- c) constituer une documentation relative aux différentes disciplines touchées par sa mission;
- d) nouer des contacts avec des institutions publiques ou privées œuvrant dans le cadre de ses missions et répondre à leurs demandes d'intervention dans les conditions et selon les modalités à fixer par l'Exécutif;
- e) représenter la Communauté française dans les réunions scientifiques ayant trait à sa mission;
- f) donner à l'Exécutif un avis sur toute demande de subvention, dans les deux mois de la demande adressée à la Communauté française.

Section 2. — Organisation et gestion

Art. 3. La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est applicable à l'Agence, sous réserve des dispositions particulières du présent décret.

Art. 4. Le siège de l'Agence est fixé par l'Exécutif.

Art. 5. L'Exécutif fixe le cadre du personnel de l'Agence.

Le directeur-gérant et le directeur-gérant adjoint sont nommés par l'Exécutif parmi les personnes compétentes en matière de coordination de la prévention du Sida.

L'Exécutif fixe le statut et les rémunérations du directeur-gérant et du directeur-gérant adjoint.

Art. 6. L'Exécutif fixe le statut, les rémunérations et les indemnités du personnel de l'Agence.

L'Exécutif fixe les catégories de personnel qui pourront être engagées contractuellement ainsi que les modalités de cet engagement.

Art. 7. Le directeur-gérant assure la gestion de l'Agence.

Il dirige les services de l'Agence et son personnel.

Il prépare le projet de budget et le transmet à l'Exécutif au plus tard le 30 septembre de l'année précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il veille à la bonne exécution des opérations comptables et à la préparation des comptes qu'il transmet à l'Exécutif au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice auquel ils se rapportent.

Il représente l'Agence dans les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Art. 8. Le directeur-gérant de l'Agence choisit le mode de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Il en fixe les conditions et les attribue.

Ces décisions sont soumises à l'autorisation de l'Exécutif.

Aucune autorisation n'est requise pour les marchés qui répondent aux besoins généraux et périodiques de l'Agence. Il en est de même pour les marchés dont la valeur ne dépasse pas 2 000 000 de francs. Ce montant peut être augmenté par l'Exécutif.

Art. 9. L'Agence a pour ressources :

- a) une dotation annuelle inscrite au budget de la Communauté française;
- b) les subventions allouées par tout pouvoir public;
- c) les dons et les legs en sa faveur;
- d) les produits financiers de placements de fonds;
- e) les recettes liées à son action;
- f) les emprunts autorisés par l'Exécutif à concurrence d'un montant maximum équivalent au total des recettes du dernier budget approuvé. Ces emprunts bénéficient de la garantie de la Communauté française.

Art. 10. L'Exécutif approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'Agence.

Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable après dotation aux amortissements et provisions autorisées par l'Exécutif.

Moyennant l'approbation par l'Exécutif, le bénéfice de l'exercice est affecté :

- 1° aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une dotation, un legs ou une fondation;
- 2° au report à l'exercice suivant.

Art. 11. L'Agence communique annuellement à l'Exécutif, avant le 31 mars, un rapport sur son activité pendant l'année précédente.

Ce rapport est déposé par l'Exécutif sur le Bureau du Conseil de la Communauté française, le 30 avril au plus tard.

Art. 12. En cas de suppression de l'Agence, la Communauté française en reprend l'actif et en supporte le passif.

CHAPITRE II. — Le Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida

Art. 13. Il est créé un Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida. Ce Conseil est composé d'un comité scientifique et d'un comité éthique qui peuvent se réunir séparément ou en assemblée plénière.

Le comité scientifique a pour mission de donner à l'Exécutif, à sa demande ou de sa propre initiative, des avis concernant les priorités de prévention du Sida.

Le comité éthique a pour mission de donner à l'Exécutif, à sa demande ou de sa propre initiative, des avis concernant les aspects éthiques ou juridiques liés à la lutte contre le Sida. Il peut être saisi à cette même fin par le Conseil de la Communauté française.

Art. 14. L'Exécutif règle la composition et le fonctionnement du Conseil scientifique et éthique.

Le mandat de membre du Conseil est d'une durée de quatre ans; il est renouvelable.

Art. 15. L'Exécutif nomme les président et vice-président de chaque comité ainsi que les autres membres du Conseil. Les membres ont droit à des jetons de présence et au remboursement de leurs frais de parcours selon les normes arrêtées par l'Exécutif.

Art. 16. Le Conseil est présidé alternativement, chaque fois pour un an, par le président du comité scientifique puis par le président du comité éthique.

Les présidents et vice-présidents des comités scientifique et éthique se réunissent en bureau et sont chargés de la coordination entre les deux comités.

Le directeur-gérant de l'Agence assure le secrétariat des réunions.

Art. 17. Le Conseil scientifique et éthique transmet annuellement à l'Exécutif son rapport d'activités le 30 avril au plus tard.

Art. 18. Le Conseil scientifique et éthique arrête, dans les six mois de son installation, un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation de l'Exécutif.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 19. A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots Agence de Prévention du Sida sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 avril 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1875

[S — 29357]

16 APRIL 1991. — Decreet houdende oprichting van het Bureau
en van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie voor de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Het Bureau voor Aids-preventie

Afdeling 1. — Oprichting en opdrachten

Artikel 1. Onder de benaming "Bureau voor Aids-preventie" wordt een instelling van openbaar nut opgericht, met rechtspersoonlijkheid, hierna "het Bureau" genoemd.

Het Bureau wordt ingedeeld bij de categorie A waarvan sprake in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

(1) Zitting 1990-1991 :

Sukkers van de Raad. — Nrs. 177 - nr 1. — Ontwerp van decreet, nr 2. Verslag, nr 3. Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 maart 1991.

Art. 2. Het Bureau is onder de voorwaarden en binnen de perken van dit decreet belast met de Aids-preventie en met de coördinatie van de Aids-bestrijding.

In het kader van deze opdracht moet het Bureau elk dubbel gebruik met het Bestuur van de Franse Gemeenschap vermijden, samen met dit Bestuur en in coördinatie ermee werken en met elk initiatief op gemeenschappelijk, nationaal en internationaal vlak een verbinding structureren.

Het Bureau kan inzonderheid, ofwel op eigen initiatief ofwel op het verzoek van de Executieve of van de door haar afgevaardigde minister :

- a) initiatieven inzake Aids-preventie nemen, organiseren of steunen;
- b) initiatieven van dezelfde aard coördineren;
- c) documentatiemateriaal aanleggen over de verschillende disciplines waarop zijn opdracht betrekking heeft;
- d) zich in verbinding stellen met openbare of privé-instellingen, die werken in het kader van zijn opdrachten en op hun aanvragen voor een tegemoetkoming antwoorden onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door de Executieve moeten bepaald worden;
- e) de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen in de wetenschappelijke bijeenkomsten die verband houden met zijn opdracht;
- f) aan de Executieve een advies geven over elke aanvraag tot het bekomen van een toelage, binnen twee maanden na het indienen van de aanvraag gericht aan de Franse Gemeenschap.

Afdeling 2. — Organisatie en beheer

Art. 3. De wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut is toepasselijk op het Bureau, onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van dit decreet.

Art. 4. De zetel van het Bureau wordt door de Executieve bepaald.

Art. 5. De Executieve stelt de personeelsformatie van het Bureau vast.

De directeur-beheerder en de adjunct-directeur-beheerder worden benoemd door de Executieve uit de personen bevoegd inzake coördinatie van de Aids-preventie.

De Executieve bepaalt het statuut en de bezoldigingen van de directeur-beheerder en de adjunct-directeur-beheerder.

Art. 6. De Executieve bepaalt het statuut, de bezoldigingen en de vergoedingen van het personeel van het Bureau.

De Executieve bepaalt de categorieën van personeel die bij overeenkomst kunnen aangeworven worden alsook de nadere regels van deze aanwerving.

Art. 7. De directeur-beheerder is belast met het beheer van het Bureau. Hij leidt de diensten van het Bureau en zijn personeel. Hij stelt het begrotingsontwerp op en maakt het over aan de Executieve uiterlijk op 30 september van het jaar dat het boekjaar voorafgaat waarop het betrekking heeft.

Hij zorgt voor de goede uitvoering van de boekhoudingsverrichtingen en voor de voorbereiding van de rekeningen die hij aan de Executieve overmaakt uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het boekjaar waarop ze betrekking hebben.

Hij vertegenwoordigt het Bureau voor de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Art. 8. De directeur-beheerder van het Bureau bepaalt de wijze van het gunnen van overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten. Hij stelt er de voorwaarden van vast en kent ze toe.

Deze beslissingen worden onderworpen aan de machtiging van de Executieve.

Geen enkele machtiging is vereist voor de opdrachten, die aan de algemene en periodieke behoeften van het Bureau beantwoorden. Hetzelfde geldt voor de opdrachten waarvan de waarde 2 000 000 frank niet te boven gaat. Dit bedrag kan door de Executieve verhoogd worden.

Art. 9. Het Bureau heeft als inkomsten :

- a) een jaarlijkse dotatie, uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap;
- b) de toelagen, toegekend door om het even welke openbare macht;
- c) de giften en legaties te zijnen voordele;
- d) de financiële opbrengsten van geldbeleggingen;
- e) de inkomsten die in verband staan met zijn activiteiten;
- f) de door de Executieve gemachtigde leningen, tot een maximaal bedrag gelijkwaardig met de gezamenlijke inkomsten van de laatst goedgekeurde begroting. Deze leningen staan onder waarborg van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. De Executieve keurt het rekeningenstelsel, de evaluatie- en aflossingsregels van het Bureau goed. De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening bepaald door het rekeningenstelsel na dotatie voor de aflossingen en voorzieningen goedgekeurd door de Executieve.

Mits goedkeuring door de Executieve wordt de winst van het boekjaar besteed aan :

- 1° de speciale reserves ten bedrage van de inkomsten van de fondsen die een bijzondere bestemming hebben gekregen door een dotatie, een legaat of een stichting;
- 2° de overbrenging naar volgend boekjaar.

Art. 11. Het Bureau legt jaarlijks aan de Executieve voor 31 maart een verslag voor over zijn activiteit gedurende het voorafgaand jaar.

Dit verslag wordt door de Executieve uiterlijk 30 april bij het dagelijks bestuur van de Raad van de Franse Gemeenschap neergelegd.

Art. 12. Indien het Bureau wordt afgeschaft neemt de Franse Gemeenschap de activa ervan over en draagt ze de passiva ervan.

HOOFDSTUK II. — *De Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie*

Art. 13. Er wordt een Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie opgericht. Deze Raad bestaat uit een wetenschappelijk Comité en een Comité voor ethiek, die afzonderlijk of in voltallige vergadering kunnen bijeenkomen.

Het wetenschappelijk comité heeft tot opdracht adviezen aan de Executieve te geven op haar verzoek of op eigen initiatief over de prioriteiten inzake Aids-preventie.

Het comité voor ethiek heeft tot opdracht adviezen aan de Executieve te geven, op haar verzoek of op eigen initiatief, over ethische of juridische aspecten, die verband houden met de Aids-bestrijding. Het kan door de Raad van de Franse Gemeenschap ook te dien einde worden verzocht.

Art. 14. De Executieve bepaalt de samenstelling en de werking van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie. De duur van het mandaat van een lid van de Raad bedraagt 4 jaar; het is hernieuwbaar.

Art. 15. De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter van elk comité alsook de andere leden van de Raad. De leden hebben recht op presentiegelden en op de terugbetaling van hun reiskosten volgens de door de Executieve bepaalde normen.

Art. 16. De Raad wordt beurtelings, elke keer voor een jaar, geleid door de voorzitter van het wetenschappelijk comité en daarna door de voorzitter van het comité voor ethiek.

De voorzitters en ondervoorzitters van het wetenschappelijk comité en het comité voor ethiek komen bijeen in bestuursvergadering en zijn belast met de coördinatie van de twee comités.

De directeur-beheerder van het Bureau neemt het secretariaat van de vergaderingen waar.

Art. 17. De Raad voor Wetenschap en Ethiek maakt jaarlijks uiterlijk 30 april, zijn activiteitenverslag over aan de Executieve.

Art. 18. De Raad voor Wetenschap en Ethiek stelt binnen zes maanden na zijn aanstelling een huishoudelijk reglement op dat aan de goedkeuring van de Executieve wordt onderworpen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 19. In artikel 1, A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden "voor Aids-preventie" op de geschikte plaats in de alfabetische volgorde ingevoegd.

Art. 20. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 april 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve
van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 91 — 1876

14 MARS 1991. — Arrêté octroyant à l'Etablissement prévu dans le décret du 20 février 1991 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne, une subvention de 600 millions en vue de la gestion conjointe du transport scolaire

L'Exécutif de la Région wallonne,

Vu le décret du 12 décembre 1991 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;